Déclaration de M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et européennes, en réponse à une question sur la situation en Egypte et en Syrie, à l'Assemblée nationale le 23 novembre 2011.

2011-11-23

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

La dégradation de la situation en Égypte est gravement préoccupante. Le gouvernement français a exprimé son inquiétude, sa condamnation devant les violences, il a appelé au dialogue et il a appelé surtout à la poursuite du processus électoral.

Le président du Conseil supérieur des Forces armées a annoncé hier que ce processus allait se poursuivre avec des élections législatives, suivies d'élections présidentielles et de l'adoption d'une nouvelle Constitution. C'est cette marche vers le transfert du pouvoir aux autorités civiles que nous soutenons.

Permettez-moi d'élargir un peu le propos. Nous ne pouvons pas à la fois demander des élections, fondement de la démocratie, et ne pas accepter le résultat de ces élections. Nous ne pouvons pas partir du principe que tout parti qui se réfère à la religion musulmane est un parti non fréquentable.

C'est la raison pour laquelle notre diplomatie se fixe deux objectifs : à la fois, la confiance, mais aussi la vigilance.

La confiance vis-à-vis de ces régimes en transition que nous essayons d'aider. J'ai présidé à Koweït, il y a 48 heures, le Partenariat de Deauville qui avance et qui nous a permis de mettre au point des plans d'actions à destination des principaux pays.

Mais aussi une vigilance pour rappeler les lignes rouges que nous souhaitons voir respecter. C'est le discours que nous tenons à la Tunisie qui vient.. (coupure) qui a voté demain, à la Libye qui constitue son gouvernement.

Un mot enfin sur la Syrie, la Syrie où la répression sauvage se poursuit. Nous travaillons désormais en étroite liaison avec la Ligue arabe et avec la Turquie. Je vais recevoir cet après-midi-même le président par intérim du Conseil National syrien, M. Burhan Ghalioun.

Je voudrais terminer en disant qu'il y a aussi des raisons d'espérer. À Koweït, au moment du Forum pour l'avenir que je coprésidais avec les Koweïtiens, nous avons parlé de liberté d'expression, de liberté de religion, de liberté d'association et tous les pays présents, y compris tous les pays arabes du Golfe s'y sont associés.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 24 novembre 2011

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/183708-alain-juppe-23112011-situation-en-egypte-et-en-syrie